

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET DE
REINTÉGRATION

NDDRC

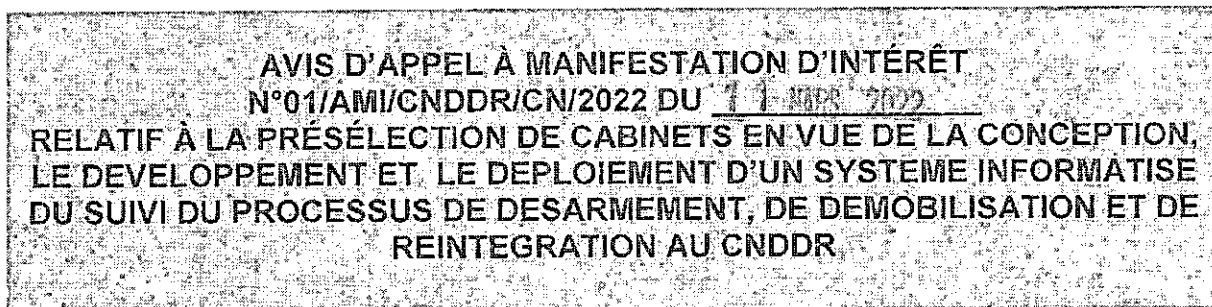


CNDDR

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work- Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE



1. Contexte

Le chef de l'Etat son Excellence Paul BIYA le 30 novembre 2018 a créé Le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration en abrégé « CNDDR ». Le Comité a pour mission d'organiser, d'encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants du Boko Haram et des groupes armés des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'offre de paix du Chef de l'Etat en déposant les armes.

A ce titre, il est chargé notamment :

En matière de désarmement :

- d'accueillir et de désarmer les ex-combattants du Boko Haram et des groupes armés des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
- de collecter, de répertorier et de stocker les armes et munitions remises volontairement par les ex-combattants ;
- de prendre toutes les dispositions appropriées pour la destruction desdites armes, munitions et explosifs, en liaison avec les administrations compétentes.

En matière de démobilisation :

- de mettre en place des sites de cantonnement des ex-combattants et d'en assurer la gestion ;
- d'assurer l'encadrement des ex-combattants ;
- d'apporter une assistance multidimensionnelle aux ex-combattants dans le cadre de leur préparation à un retour à la vie civile.

En matière de réintégration :

- de prendre les dispositions nécessaires à la déradicalisation des ex combattants ;
- de mener des actions de sensibilisation et d'apporter une assistance multidimensionnelle aux communautés d'origine aux fins de faciliter la réintégration des ex-combattants ;
- d'aider à la réinsertion dans la vie civile des ex-combattants, notamment par l'organisation, la formation, la mise à disposition d'outils ou moyens de production et l'assistance à la création d'activités génératrices de revenus.

Pour permettre au Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration en abrégé « CNDDR » d'avoir un système d'information fiable permettant de faire un suivi efficace du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex combattants ; il se propose de mettre sur pied un système informatique.

Ce système va permettre de disposer des mécanismes efficaces de collecte et de remontée en temps réel des informations des centres régionaux pour permettre d'avoir un accès centralisé aux informations. C'est ainsi qu'il sera plus simple d'avoir une meilleure appréciation sur l'état des infrastructures, des équipements, des effectifs et profils des personnes dans les différents centres régionaux, mais aussi l'état des besoins pour une meilleure prise en charge des ex combattants.

2. Objet

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) a pour objet la constitution d'une liste restreinte de Cabinets devant soumissionner pour l'Appel d'Offres Restreint portant sur pour la conception, le développement et le déploiement d'un système informatisé du suivi du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

PROFIL DU CABINET

La participation au présent AMI est ouverte aux Cabinets de droit camerounais, spécialisés dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), et justifiant des références et de compétences ci-après :

- Avoir réalisé au moins deux (02) prestations similaires pour le compte de l'Etat ;
- Avoir des rapports de collaboration (Contrat de travail ou contrat de consultant) avec trois (03) personnes différentes répondant aux critères suivants :

N°	Expert	Niveau	Compétences / références
1	Un (01) Chef de mission	-BAC + 5 en informatique - Au moins 10 ans d'expérience	- Au moins deux (02) projets auxquels il a pris part, dont : - un (01) d'envergure nationale relatif au développement d'application ; - un (01) d'envergure nationale relatif aux études dans le domaine des TIC.
2	Deux (02) ingénieurs de travaux Informatique spécialisés en Génie Logiciel	- BAC + 3 en informatique - Au moins 03 ans d'expérience dans le développement d'applications web et des compétences en web design	- Avoir participé chacun à au moins 02 projets de développement d'applications informatiques pour le compte de l'État ; - Avoir des références vérifiables en matière de sécurité des applications web.

3. Consistance des prestations

Les prestations attendues du Cabinet sont les suivantes :

(i) *Recueil des besoins :*

- analyser l'existant et élaborer une situation de référence en la matière;
- analyser les impacts techniques, organisationnels, réglementaires du système d'information et leur implication budgétaire;
- identifier et proposer des scénarii possibles tenant compte du contexte;
- présenter le document pour validation;
- produire un rapport d'analyse final prenant en compte les observations issues de la validation.

(ii) *Conception du système :*

- Détailler les cas d'utilisation du système afin de mettre en évidence les spécifications des besoins fonctionnels du nouveau système;
- proposer un modèle conceptuel et une architecture du système, en tenant compte des dimensions durables et soutenables;
- proposer un plan de test unitaire et global du système;
- présenter le document pour validation;
- produire un dossier de conception final prenant en compte les observations issues de la validation.

(iii) Développement du système :

- Programmer les interfaces utilisateurs;
- Implémenter la base de données;
- Programmer les fonctions du système;
- Intégrer les fonctions en modules après les tests unitaires;
- Intégrer les modules pour en faire un système et faire des tests globaux; ,
- Produire le guide utilisateur et de déploiement.

(iv) Déploiement du système :

- Préparer l'environnement de déploiement;
- Déployer le système;
- Former les utilisateurs;
- Former l'administrateur;
- Assurer l'assistance au démarrage.

4. Financement

Les prestations relatives au présent Appel à Manifestation d'Intérêt seront financées par le budget du CNDDR de l'exercice 2022.

5. Remises des offres

Chaque dossier de Manifestation d'Intérêt comprenant le volume 1 (dossier administratif) et le volume 2 (dossier technique) rédigé en français ou en anglais, établi en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies devra parvenir sous pli fermé au siège du CNDDR au service des marchés au plus tard le 15 AVR 2022, à 09H heure locale.

Les dossiers administratifs (volume 1) et technique (volume 2) susvisés devront être placés dans des enveloppes séparées marquées comme telles, elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure fermée portant uniquement la mention suivante :

**AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°01/AMI/CNDDR/CN/2022DU
11 MARS 2022 RELATIF À LA PRÉSÉLECTION DE CABINETS EN VUE DE LA
CONCEPTION, LE DEVELOPPEMENT ET LE DEPLOIEMENT D'UN SYSTEME
INFORMATISE DU SUIVI DU PROCESSUS DE DESARMEMENT, DE
DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION AU CNDDR**

6. Composition du dossier

LE CNDDR invite les candidats intéressés à fournir un dossier administratif et un dossier technique, présentés en deux (02) volumes distincts notamment :

VOLUME 1 : Dossier administratif

Le dossier administratif comprendra les documents suivants (en originaux ou copies certifiées conformes et en cours de validité conformément à la réglementation en vigueur au Cameroun) :

1. La lettre de Déclaration de Manifestation d'Intérêt du candidat (timbrée à 1000 FCFA) faisant apparaître la raison sociale, son adresse et le cas échéant, les pouvoirs délégués au(x) signataire (s) ;
2. L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics (ARMP) ;
3. La copie certifiée de la non redevance (Impôts) en cours de validité ;
4. Une présentation succincte du Cabinet comprenant sa forme juridique, sa date de création et ses principales références ;
5. La copie certifiée de l'attestation d'immatriculation ;
6. Une copie du registre du commerce certifié au greffe du Tribunal de Première Instance ;
7. Une attestation de non faillite délivrée par les greffes du Tribunal de Première Instance du domicile du candidat.

Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus énumérées entraînera le rejet pur et simple du dossier de candidature sans possibilité de recours.

VOLUME 2 : Dossier technique

Le dossier technique devra comprendre :

1. Une lettre de motivation montrant l'intérêt du Cabinet pour la mission ;
2. Présentation de la méthodologie et de l'organigramme complet du cabinet ;
3. La liste des personnels nécessaires pour la mission, avec les éléments d'appréciation des critères de compétence et de référence susvisés (contrat de collaboration, CV, copie certifiées conforme des diplômes.) ;
4. Les lettres d'engagement et de disponibilité du personnel à affecter à la mission ;
5. Les références du Cabinet dans les prestations similaires. Joindre pour chaque prestation :

(La copie des premières et dernières pages des Marchés ou Lettres-commandes enregistré et copie de Procès-verbal (PV) de réception. Ces documents doivent être clairs et lisibles sous peine de rejet ;)

6. Une maquette de l'application.

7. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires :

N°	Désignations
1	Absence ou non régularisation d'une pièce du dossier administratif dans le délai de 48 heures accordé par le Comité après le dépouillement
2	Non qualification du Chef de Mission
3	Note technique inférieure à 80 points sur 100

Critères essentiels :

Le dossier de candidature sera évalué sur 100 points, selon les critères ci-dessous

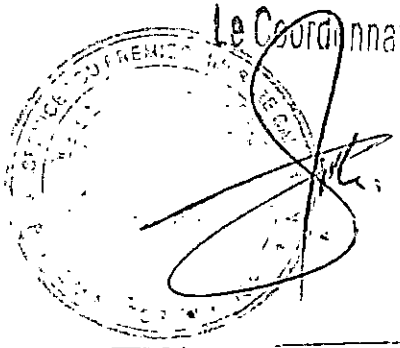
N°	Critères	Notation
1	Références du Cabinet dans les missions similaires	10
2	Qualification et expérience du personnel et leur expérience dans le domaine du développement des applications web	35
3	Description d'une méthodologie de gestion des projets basée sur les méthodes agiles	10
4	Evaluation de la maquette	40
5	Présentation de l'offre	05

TOTAL : 100 points

8. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à au siège du CNDDR au service des marchés, dès publication du présent Avis.

Le Coordonnateur National



Francis FAÏ-YENGO